



Les Français face aux enjeux de souveraineté

Perceptions, opinions et articulation avec la transition écologique

OCTOBRE 2026

Méthodologie et dispositif d'étude :

Un dispositif en 3 phases :

1) Communauté en ligne - *quali*

- 32 personnes, 3 jours
- réponses essentiellement par écrit
- du 5 au 7 mai 2026

2) Groupes de discussion - *quali*

- 4 groupes de 7 personnes, en visio
- du 8 au 11 juin 2026
- sur les thématiques agriculture et énergie

3) Questionnaire - *quanti*

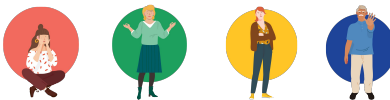
- 5000 répondants
- représentatif selon la méthode des quotas
- terrain du 31 août au 14 septembre 2026

Effet contexte : l'étude, et notamment le volet quali, s'est déroulée pendant le blocage du Détroit d'Ormuz alors que les enjeux énergétiques et agricoles étaient, de ce fait, saillants dans le débat public.

Critères de recrutement pour le volet qualitatif :

- 4 familles de valeurs ciblées : Militants Désabusés, Stabilisateurs, Laissés pour compte, Identitaires.
- selon [la segmentation de Destin Commun](#)
- avec une répartition par sexe, âge, aggro et CSP

Pour rappel, des familles de valeurs qui ont des poids différents au sein de la population (12/19/22/20 %) :



Equipe projet :

- Co-design, co-analyse et animation du dispositif qualitatif par l'institut d'études OpinionWay.
- Responsable de l'étude : Amélie Deloffre : amelie@parlonsclimat.org

“*opinionway*”

Parlons

Climat

Sommaire :

- 4 ● CE QU'IL FAUT RETENIR DE CETTE ÉTUDE
- 5 ● I. PERCEPTIONS GÉNÉRALES
- 19 ● II. ANALYSE SECTORIELLE (AGRICULTURE, ÉNERGIE, INDUSTRIE)
- 28 ● RECOMMANDATIONS ET RÉFLEXIONS EN MATIÈRE DE COMMUNICATION
- 29 ● ANNEXES : RÉACTIONS AUX MESSAGES TESTÉS

Ce qu'il faut retenir de cette étude

1. Un terme politiquement marqué, mais dont le principe fait consensus

Les Français constatent des dépendances concrètes et souhaitent davantage de maîtrise tout en refusant une logique de fermeture vis-à-vis des autres pays. Le modèle qui se dessine est celui d'une France plus autonome sur les sujets stratégiques, mais restant ouverte aux échanges et aux collaborations choisies.

2. Un consensus sur la finalité, mais pas nécessairement sur le chemin

L'adhésion se fragilise dès lors que l'on aborde la question des modalités. Les trajectoires sont d'ailleurs très différentes selon les secteurs : l'agriculture cherche encore une trajectoire crédible, l'électrification s'impose dans le domaine de l'énergie et les projets de réindustrialisation font l'objet de débats importants, au cas par cas.

3. Des enjeux de souveraineté avant tout perçus comme une affaire d'arbitrages

Les citoyens perçoivent que ces chantiers impliquent des choix importants, des renoncements et qu'il est parfois difficile de trancher. Les bénéfices attendus de la souveraineté (réduction des dépendances, sécurité des approvisionnements, création d'emplois) sont mis en regard de leurs impacts sur l'environnement mais aussi sur le prix final pour le consommateur. La souveraineté semble ainsi passer par des choix de solutions imparfaites.

4. L'environnement est moins le moteur de la souveraineté, qu'une condition à intégrer

La souveraineté est en premier lieu appréhendée comme un enjeu d'indépendance stratégique et économique. L'environnement est perçu comme un bénéfice secondaire ou une contrainte à arbitrer. Cela étant, la préoccupation environnementale est omniprésente dans les réflexions, elle entre ainsi en concurrence avec d'autres enjeux.

● I. PERCEPTION GÉNÉRALE



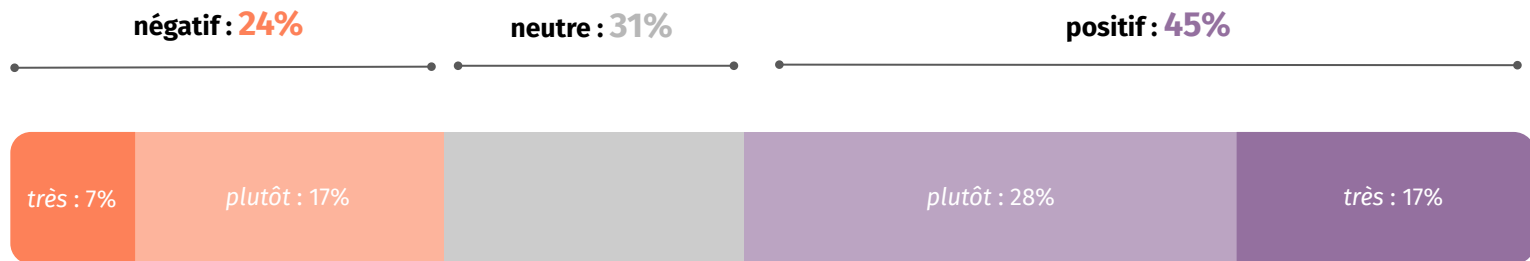
01

Un terme politiquement marqué,
mais dont le principe fait consensus

Un terme politiquement marqué...

Pris isolément, le terme **“souveraineté”** est politiquement marqué, avec une vision plus négative à gauche de l'échiquier politique, et plus positive à droite. À gauche, les citoyens y accolent les idées de nationalisme et de repli sur soi ; à droite, davantage de reprise de contrôle. On note que le genre est tout autant, voire plus, un marqueur fort d'appréciation, ou non, du terme.

Q : Choisissez à quel point le terme “souveraineté” est positif ou négatif pour vous :



“Je n'aime pas bien le mot souveraineté, il me renvoie trop une connotation royaliste/monarchiste, le souverain.”

“La souveraineté est le mot le plus approprié pour qu'un état ne soit pas soumis à un autre état.”

Source : les Français parlent climat
2026 - Parlons Climat, 2026

selon le vote aux
législatives 2024 :

- RN : 24,5%
- LR : 23,5%
- Ensemble : 17,5%
- NFP : 11,5%

selon le genre :
hommes : 24%
femmes : 9,5%

Des colorations différentes du concept de souveraineté



MILITANTS DÉSABUSÉS

La souveraineté comme **projet politique participatif**

- Une capacité collective et citoyenne à reprendre le pouvoir sur des décisions captées par des intérêts privés ou étrangers
- Pouvoir faire face à des puissances qui ne respectent pas les droits humains/défendre nos valeurs

CE QU'ILS Y VOIENT : UN PROJET DE SOCIÉTÉ ALTERNATIF, ÉMANCIPATEUR ET FÉDÉRATEUR.



STABILISATEURS

La souveraineté comme **stratégie économique**

- Une adaptation pragmatique et intelligente pour retrouver de la compétitivité et de la résilience face aux crises
- Pouvoir contrôler certains secteurs vitaux : l'énergie, la santé, l'alimentation, la défense et l'industrie

CE QU'ILS Y VOIENT : UN OUTIL DE COMPÉTITIVITÉ ET DE RÉSILIENCE ÉCONOMIQUE.



LAISSÉS POUR COMPTE

La souveraineté comme **moyen de se protéger**

- Une protection concrète du quotidien : emplois, prix, alimentation de qualité
- Une injustice réparée : l'impression de revenir au cœur des préoccupations des politiques et d'être pris en compte.

CE QU'ILS Y VOIENT : UNE PROMESSE DE MIEUX VIVRE AU QUOTIDIEN.



IDENTITAIRES

La souveraineté comme **moyen de reconquête d'un idéal**

- Une priorité nationale urgente et légitime pour retrouver la grandeur et les valeurs de la France
- L'argument est à la fois économique (réindustrialisation, emplois) et identitaire (valeurs, culture, mode de vie)

CE QU'ILS Y VOIENT : UN PROJET DE REDRESSEMENT NATIONAL.

... mais un large consensus sur la nécessité de la souveraineté, au vu de dépendances tangibles

La quête d'autonomie et d'indépendance est **unanimentement perçue comme une nécessité pour le pays et notamment car les signes de dépendance, et leurs effets néfastes, ont été plusieurs fois observés par le passé** (le Covid, très mentionné, mais aussi le choc pétrolier de 1973).

Les citoyens posent un diagnostic commun sur une situation préjudiciable pour le pays et les citoyens dans laquelle la souveraineté s'impose comme solution :

→ **Nous sommes** *influencés, contraints, dépendants*

→ **Nous encourageons des** *risques, pénuries, hausses de prix*

→ **Les responsables sont** *la mondialisation, les autres pays, les responsables politiques, les lobbies, la Chine, les US, le capitalisme, les monopoles*

Aussi, la tension observée autour de la perception du mot "souveraineté" s'estompe dès lors que l'on aborde les enjeux que celui-ci recouvre.



"C'est une nécessité en 2026, on ne devrait même pas avoir à en discuter"



"Nous avons bien constaté pendant la période de la COVID-19 que pour la Chine, la France n'était pas une priorité pour la livraison des masques et des médicaments"



"Nos frontières peuvent être fermées comme pendant la période de la Covid-19 et nous nous rendons compte que la France ne produit quasiment plus rien et dépend de tous les autres pays"



"Donald décide de bombardier l'Iran, le litre de gasoil dépasse les 2,30€ et pas de solutions alternatives. Pas comme si déjà en 1974 on avait subi un choc pétrolier et que, quand j'avais 6 ans, le slogan à la mode était en France : on n'a pas de pétrole mais on a des idées"

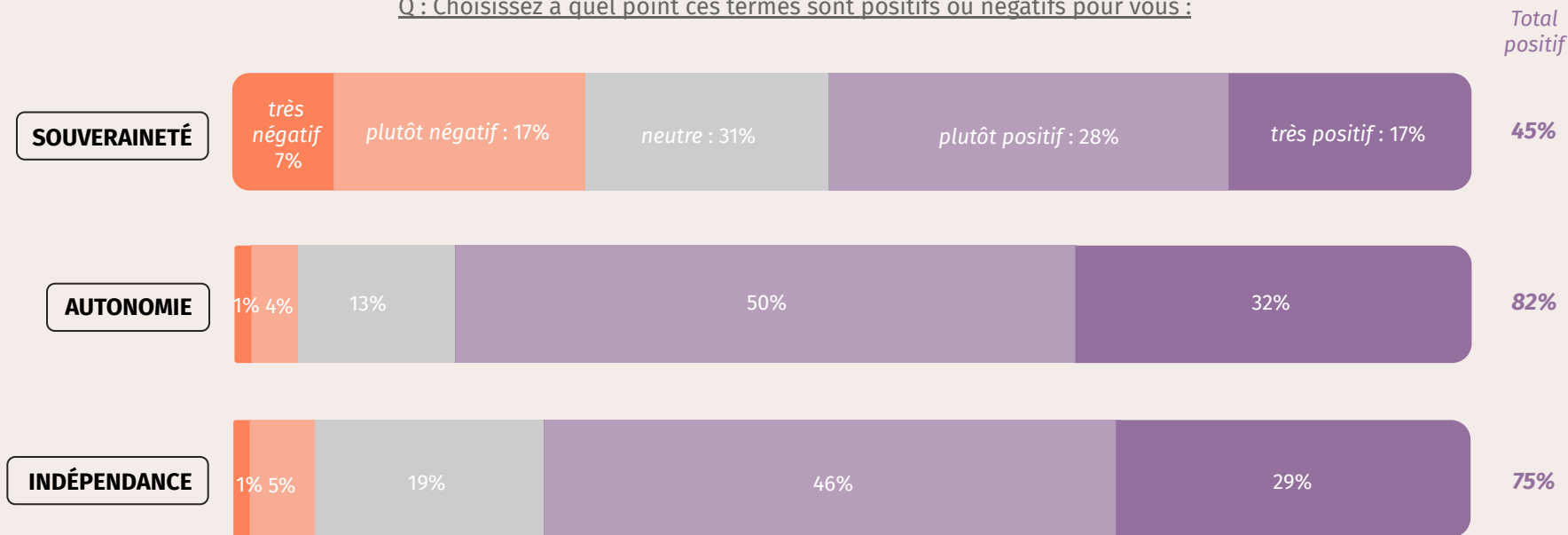


"Rien qu'au niveau alimentaire, quand je veux acheter des fruits ou légumes, 80% viennent d'autres pays"

Autonomie et indépendance, deux termes connexes qui rassemblent

Les termes “autonomie” et “indépendance” trouvent un accueil plus positif et homogène au sein de la population.

Q : Choisissez à quel point ces termes sont positifs ou négatifs pour vous :



Source : les Français parlent climat 2026 - Parlons Climat, 2026

● I. PERCEPTION GÉNÉRALE



02

Prioriser le marché français tout en
restant une économie ouverte,
vision commune de la souveraineté

Prioriser le marché français tout en restant une économie ouverte, vision commune de la souveraineté

Pour la grande majorité des citoyens (64%), la souveraineté consiste à sécuriser les domaines essentiels tout en restant une économie ouverte, plus qu'une indépendance totale, coupée du reste du monde.



"en fait, il faut d'abord penser à soi, puis en faire profiter les autres."



"il faut nous nourrir avant tout, et exporter le surplus."

Les participants interrogés émettent des doutes quant à la capacité du pays à s'autosuffire et évoquent un principe de réalité. Ce scénario perd d'ailleurs 8 pts entre ce qui est perçu comme souhaitable et réaliste (28% vs. 20%)

Une des questions centrales de la souveraineté porte sur le choix des partenaires commerciaux et l'échelle (européenne, mondiale) de ces échanges, qui varie selon les secteurs (agriculture, énergie, santé). Des questions à date peu tranchées du côté des citoyens.

Q : Il y a plusieurs manières de voir cette recherche de souveraineté et d'autonomie pour notre pays. Laquelle vous semble la plus souhaitable/réaliste ?

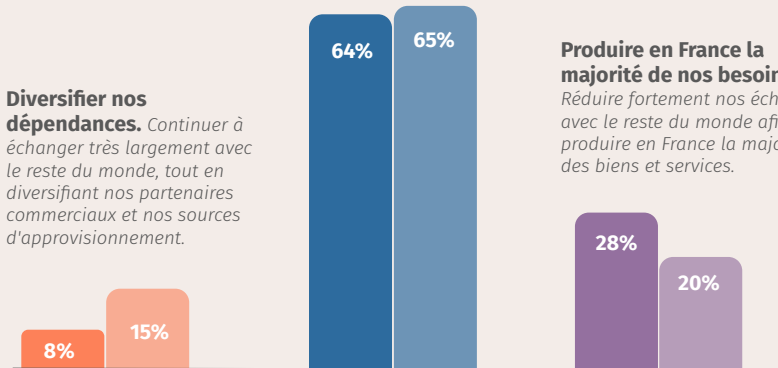

souhaitable réaliste

Renforcer notre autonomie dans les secteurs essentiels.

Continuer à échanger avec le reste du monde, tout en produisant davantage en France dans les domaines essentiels.

Diversifier nos dépendances. Continuer à échanger très largement avec le reste du monde, tout en diversifiant nos partenaires commerciaux et nos sources d'approvisionnement.

Produire en France la majorité de nos besoins. Réduire fortement nos échanges avec le reste du monde afin de produire en France la majorité des biens et services.



Source : Les Français face aux enjeux de souveraineté - Parlons Climat, 2026
N = 5000

Un équilibre à trouver, entre autonomie et collaborations choisies



"J'aime bien le mot souveraineté car il signifie que les choix sont guidés par le fait de maîtriser le destin de son pays tout en ayant des accords avec d'autres."



"Ne pas dépendre des autres dans ce qu'on entreprend est l'essence même de la liberté. Tout en sachant que les échanges ne sont pas pour autant supprimés. Il n'est pas question ici de renfermement sur soi-même."



"L'équilibre doit être trouvé dans les différents niveaux entre les besoins locaux et les besoins mondiaux au vu des matières premières détenues et afin de trouver un équilibre économique à tous les niveaux."



"Se couper du monde extérieur n'est pas une solution, mais équilibrer nos relations avec les acteurs internationaux serait une bonne chose."



"Il faut réussir à rester autonome tout en restant ouvert et choisir soi même une éventuelle collaboration avec d'autres pays. "

● I. PERCEPTION GÉNÉRALE



03

“A quel prix ?”

Comment la souveraineté est perçue comme un enjeu d'arbitrage, qui s'appuie sur des solutions imparfaites, avec des choix difficiles à opérer

La souveraineté, une question avant tout d'arbitrages

Les enjeux de souveraineté sont avant tout perçus comme des problématiques complexes, qui requièrent des arbitrages mêlant plusieurs dimensions (économique, industriel, environnement, social...etc). Dans nos dispositif qualitatif, on note le registre de la difficulté à trancher, l'idée de perdre forcément sur certains aspects :



"c'est compliqué, il faut peser les pour et les contre et décider."



"On n'a rien sans rien."



"Il y a une limite à la souveraineté, il faut se demander, à quel prix, à partir de quand c'est contre-productif et ce que l'on peut exploiter ou pas".



Sur l'agriculture, les citoyens connaissent un certain nombre de problématiques du secteur (rémunération des agriculteurs, renouvellement agricole, engrais, pesticides, prix final, marge des distributeurs...) **et expriment l'idée qu'il est très difficile de trouver une solution qui coche toutes les cases.**



"Oui, remplacer le blé par du maraîchage ça serait bien. Après ça veut dire plus de main-d'oeuvre, donc ça augmente le prix des produits... c'est complexe".

Une lecture qui dépasse les oppositions

Dans ce contexte, et quand il s'agit d'aborder les aspects concrets, la souveraineté semble dépasser le "pour ou contre" et les propositions binaires.

Les discours "de conviction" peuvent créer du rejet, en réaction à une réponse jugée partielle, qui ne visibilisent pas les limites, les choix et les incertitudes.



Cela est particulièrement saillant sur l'opposition de deux modèles en agriculture, l'un qui exporte, l'autre qui nourrit les Français. Un discours qui remporte peu d'adhésion, de compréhension, et globalement un non positionnement des citoyens sur cette ligne de clivage, en entretien. ([cf. narratif testé - p35](#))

Produire à bas coût ou produire plus cher en France, dilemme central pour les consommateurs.

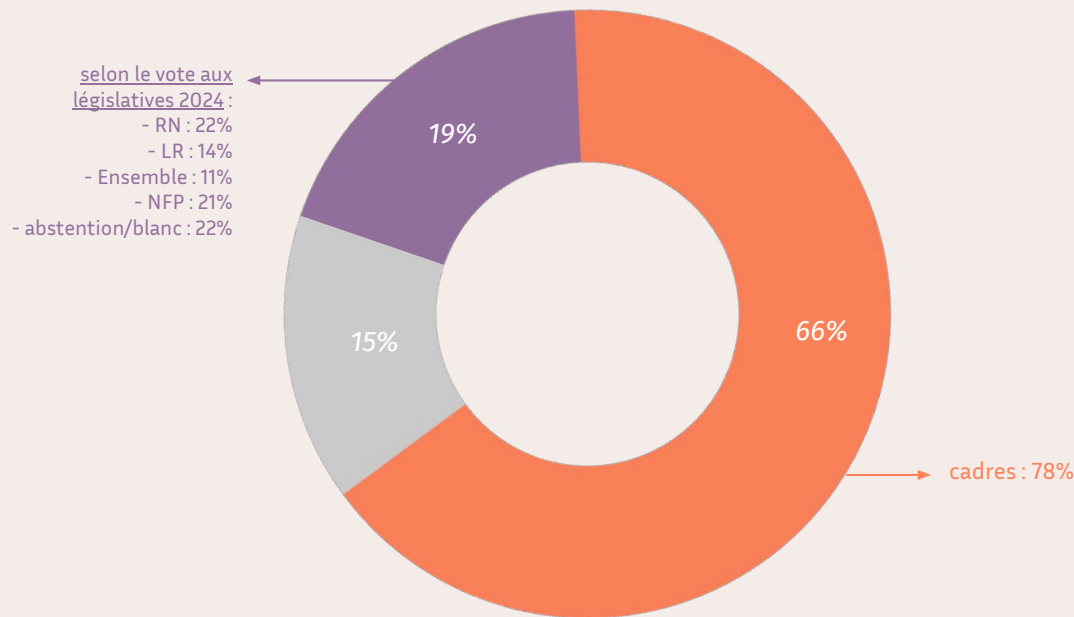
Dans cette configuration de choix entre deux options opposées, la souveraineté, les emplois créés et la qualité semblent l'emporter sur le prix.

Une proportion marquée que l'on retrouve dans toutes les catégories socioprofessionnelles. Notons que les plus aisés sont encore plus nombreux à déclarer privilégier les prix élevés.

Point d'attention : au-delà de cette question que nous avons formulée sous forme de dilemme, la question du prix reste sensible. Nos entretiens quali (page suivante) tendent à nuancer ces réponses déclaratives.

Q : Quelle priorité vous semble la plus importante pour la France ?

- **Maintenir les prix les plus bas possible** pour les consommateurs, même si cela fragilise des entreprises françaises et favorise des importations de moindre qualité
- **Produire davantage en France et en Europe**, avec plus d'emplois et une meilleure qualité, même si les prix sont plus élevés pour les consommateurs



Source : Les Français face aux enjeux de souveraineté - Parlons Climat, 2026
N = 5000

Le prix, une question aussi centrale que floue

En quali, la majeure partie des participants, notamment les plus informés, perçoivent que produire en France augmenterait le prix des biens et services. Une minorité pense que produire en France rendra les produits plus abordables.

Plusieurs participants indiquent que la mondialisation et les délocalisations ont permis de fournir des produits à moindre coût, et que cela est appréciable.

Une partie des citoyens déclare spontanément être prête à payer plus cher certains biens et services ; **d'autres pas du tout**. La question du prix final semble donc déterminante.



"Je pense que les Français seraient gagnants mais par contre il y aurait des inconvénients aussi car le prix de nombreuses choses augmenterait mais nous gagnerions sur le long terme."



"C'est le prix qui est la base de tout, moi je pense que le local c'est moins cher."



"Je pense qu'il faut produire et consommer localement, mais cela doit être 1) de qualité 2) accessible à tout le monde (que les prix ne soient pas un frein)."

3 ZONES DE FLOU REPÉRÉES



→ **Energie : coût d'acquisition vs. coût d'utilisation**

Si rouler en voiture électrique peut être entendu comme un gain, notamment en période de tension sur le pétrole, c'est le coût de son acquisition qui suscite critiques et inquiétudes. Ainsi, le narratif indiquant que *"l'électrification est bénéfique pour le pouvoir d'achat"* a été largement contesté (cf. annexe p 34).



→ **Énergie : fonctionnement du marché commun européen**

Les discussions des répondants mettent en lumière de la confusion et de la défiance sur le fonctionnement du marché commun de l'électricité. Ainsi, une partie des participants estiment que le marché européen est défavorable au pays et que la *"France vend son électricité à moindre coût et la rachète ensuite plus chère"*.



→ **Agriculture : marges des distributeurs vs. vente directe**

Le prix jugé *"trop élevé"* des produits alimentaires français revient régulièrement dans les conversations. Dans chaque groupe, des citoyens ont exprimé ne pas comprendre pourquoi les produits achetés en vente directe à la ferme (sans coût de transport ni marges de distributeurs) sont aussi chers, voire plus, qu'en grands magasins.

● I. PERCEPTION GÉNÉRALE

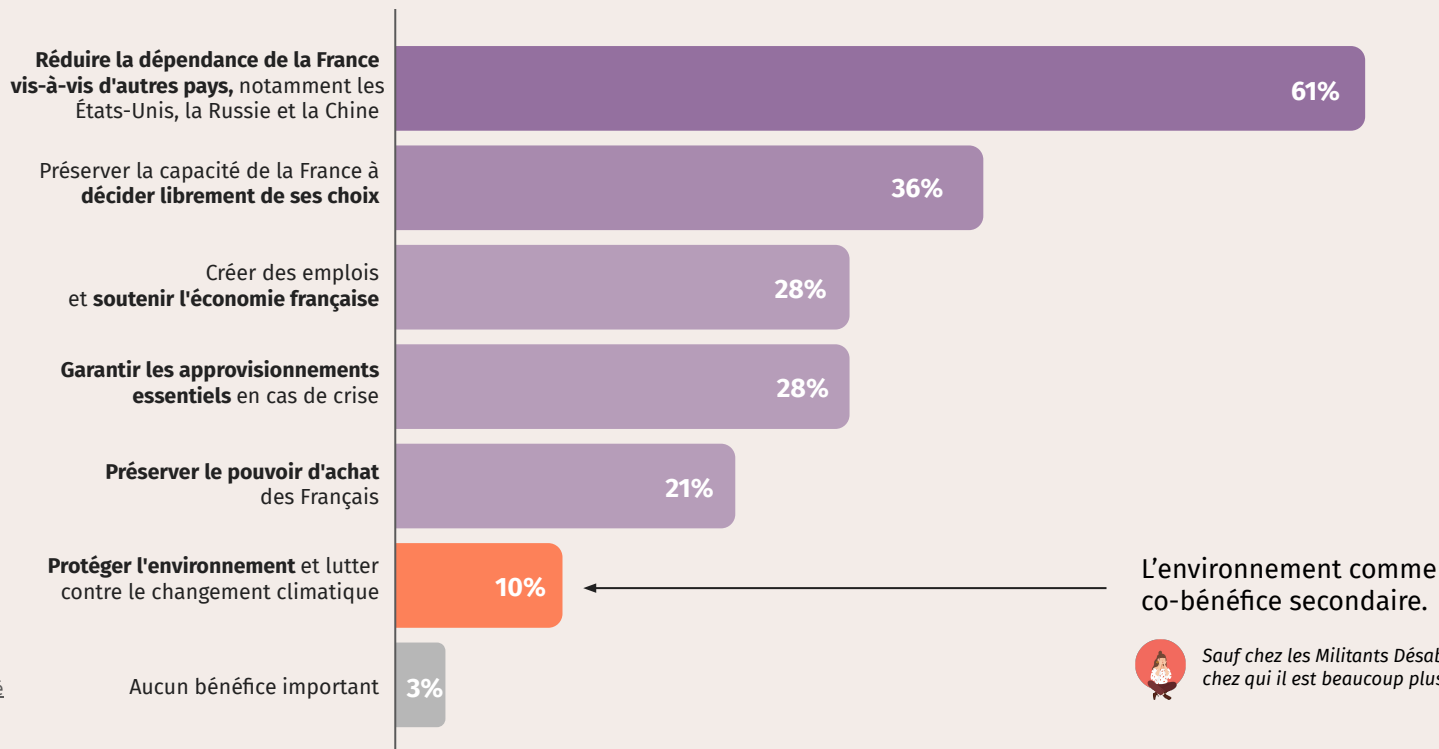


04

Tantôt bénéfice secondaire, tantôt limite à la souveraineté, **l'environnement en toile de fond des enjeux d'autonomie.**

La souveraineté est avant tout perçue comme un enjeu stratégique, dans un contexte géopolitique instable.

Q : Quels sont selon vous les bénéfices les plus importants que permettrait la souveraineté ? (2 choix possibles)



L'environnement et le climat, comme cadre dans lequel s'inscrit la souveraineté

Seuls 10% des Français indiquent que la souveraineté permettrait avant tout de préserver le climat et l'environnement, faisant de cette question d'autonomie un sujet fortement stratégique et économique.

Pour autant, l'environnement n'est pas une question omise par les citoyens, elle est plutôt perçue comme un impératif majeur, une contrainte, dans laquelle s'inscrivent les projets de souveraineté. Elle entre ainsi en concurrence avec d'autres enjeux. Comme l'illustre l'ouverture d'une mine de lithium dans l'Allier (zoom ci-contre)



Signalons un risque de tension sur les enjeux de souveraineté énergétique car l'électrification n'est pas forcément perçue comme écologique en raison d'externalités négatives (*déchets nucléaires, importation des panneaux solaires et voitures électriques de Chine*).

[Voir le narratif testé sur le sujet - p34](#)



L'exemple de l'ouverture d'une mine de lithium dans l'Allier

[Voir le narratif testé - p32](#)

Le projet de mine de lithium dans l'Allier suscite de vifs échanges auprès des citoyens qui expriment une incapacité à trancher, ou tout au mieux une adhésion conditionnelle. Si l'entreprise est française, si cela crée des emplois, si cela est fait "dans les règles" avec nos normes de sécurité ; si on construit une filière de batteries derrière, si le lithium reste en France...etc.



"C'est un besoin mondial et vital, autant le faire chez nous, on a un meilleur contrôle des règles et des processus. Et on évite d'aller polluer ailleurs."



"ça dépend. C'est pour nous ou pour le revendre ?"



"On n'a rien sans rien. ça crée de la pollution mais aussi de l'emploi"

L'environnement constitue le principal motif d'opposition, qui entre d'ailleurs en concurrence avec les enjeux de souveraineté. Les Militants Désabusés et une partie des Stabilisateurs expriment que selon eux, la préservation de l'environnement doit primer sur le reste ; les autres participants mettent en balance l'ensemble des enjeux.



"ça vaut pas le coup vu les impacts. 1000 ou 10 000 emplois, ça vaut pas."

Le besoin en batteries fait consensus dans les groupes, hormis chez les Militants Désabusés qui promeuvent la sobriété ou la recherche d'autres sources d'approvisionnement en Europe.



II. ANALYSE SECTORIELLE

05

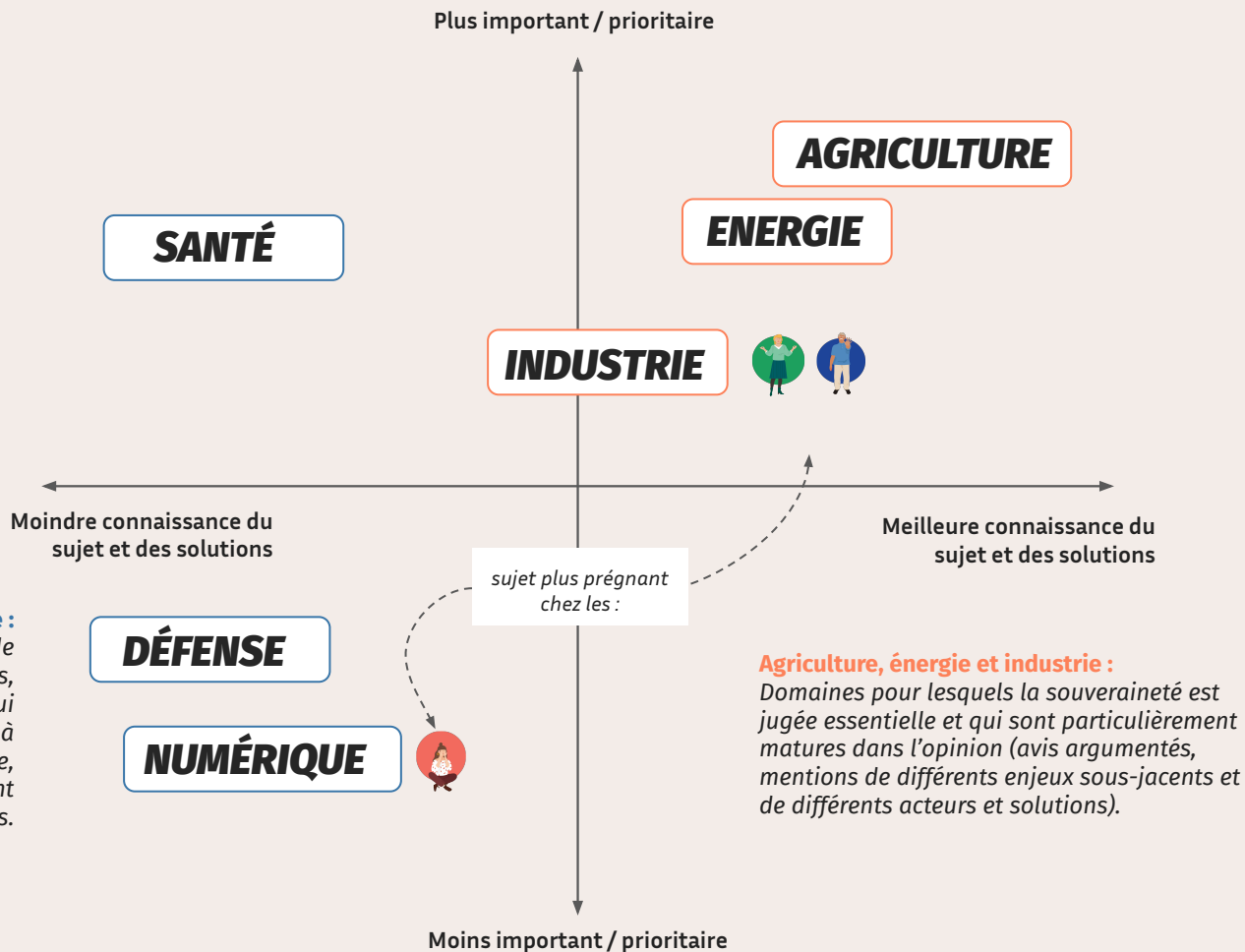
Une quête d'autonomie qui résonne
différemment selon les secteurs.

**L'agriculture et l'énergie jugés
particulièrement prioritaires.**

La quête de souveraineté est perçue de manière hétérogène selon les domaines

On observe différents niveaux de maturité dans l'opinion publique et des domaines jugés plus prioritaires que d'autres.

Santé, défense, numérique :
domaines pour lesquels les enjeux de souveraineté paraissent plus lointains, avec une faible capacité à dire qui devraient / pourraient faire quoi et à quelle échelle (France, Europe, international) cela se joue. Les avis sont moins forts et moins argumentés.



Trois domaines prioritaires dont le stade de débat diffère

Les échanges et discussions des participants révèlent différents stades de débat : l'agriculture cherche encore sa trajectoire avec un grand nombre de défis à relever ; l'énergie cherche à mettre en œuvre une trajectoire identifiée ; et l'industrie, notamment la réindustrialisation, fait l'objet d'arbitrages entre plusieurs bénéfices escomptés.



AGRICULTURE

un débat sans trajectoire stabilisée

Les enjeux sont largement identifiés et particulièrement nombreux (*revenus des agriculteurs, disponibilité et pollution de l'eau, adaptation au changement climatique, souveraineté alimentaire, pesticides et santé, dépendance aux engrais...*), mais les solutions apparaissent multiples, parfois contradictoires, surtout, en incapacité d'apporter une réponse crédible à l'ensemble de ces enjeux. Les discussions sont marquées par une forte incertitude sur le chemin à suivre.



ENERGIE

la mise en oeuvre d'une trajectoire plutôt clarifiée

Le diagnostic est largement partagé : la dépendance aux énergies fossiles importées fragilise la souveraineté française. En réponse, le passage à l'électrique constitue un cap relativement lisible, même si des débats demeurent sur les moyens de production (*nucléaire, énergies renouvelables*) ; les équipements (*panneaux solaires, batteries, voitures électriques*) ; le coût et les changements d'habitudes pour les citoyens (*sobriété, recharge...etc*).



INDUSTRIE

une trajectoire conditionnée par des arbitrages

L'objectif de réindustrialisation fait l'objet d'un large accord, mais les priorités restent à hiérarchiser, avec la croyance qu'il va falloir faire des compromis. Les débats portent moins sur la finalité que sur les compromis à accepter entre création d'emplois, compétitivité, souveraineté économique, financements publics et préservation de l'environnement.

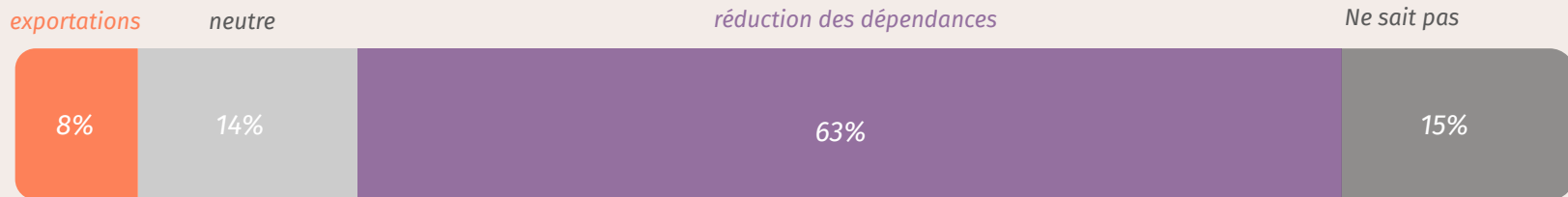


Malgré un consensus sur privilégier l'autonomie alimentaire...

Lorsqu'il s'agit de choisir entre prioriser les produits pour l'export ou prioriser la production de produits alimentaires que la France importe, les Français optent très largement pour cette deuxième option (63%). Dans un contexte de dilemme, de choix entre deux options non conciliables, l'export est largement perçu comme non prioritaire. A noter qu'un tiers des répondants ne se positionnement pas / ne savent pas.

Q : Aujourd'hui le système agricole français ne permet pas de développer toutes les productions au même rythme. Où placez-vous la priorité entre ces deux orientations ?

-  **Développer en priorité les productions dans lesquelles la France est un grand exportateur** afin de renforcer sa puissance économique
-  **Développer en priorité les productions que la France importe aujourd'hui** afin de réduire sa dépendance alimentaire





...une difficulté à percevoir une trajectoire agricole crédible

Les citoyens perçoivent des limites aux différents modèles agricoles et solutions proposées ; ils peinent à identifier une vision d'avenir crédible et réaliste avec, en creux, une incapacité à imaginer un changement d'ampleur. A noter qu'il semble moins s'agir de polarisation que de questionnements.

- les petites fermes soulèvent la question du renouvellement agricole et de la main d'oeuvre, de la hausse des coûts de production, de la rentabilité économique
- l'arrêt des engrais et l'agroécologie celle du volume de production pour nourrir 68 millions de Français
- le remplacement des surfaces agricoles de blé par des fruits et légumes la question de l'adaptation, du financement, du risque pour les agriculteurs et des spécificités pédoclimatiques de chaque territoire.

Notons une sensibilité particulière des Identitaires aux grandes exploitations qu'ils jugent plus à même de se défendre face aux "gros" ou aux "lobbies", comme la FNSEA.



"Quand on est petit on se fait manger, il faut se développer pour s'en sortir"



"l'agroécologie c'est magnifique, mais c'est revenir 70 ans en arrière avec plein de petites fermes. Entre temps, on a changé nos habitudes et on est plus nombreux, ça ferait beaucoup beaucoup de travail."



"les petites fermes c'est bien, ça fait des agriculteurs moins stressés, mais ça risque d'être moins rentable."



"l'agroécologie, je connais pas. Est-ce suffisant pour produire sans engrais ? Pas sûr. "



"c'est pas binaire. C'est le système agro-industriel qu'il faut réinterroger."



"les petites fermes c'est ce qu'on avait avant. Revenir en arrière, c'est compliqué. Qui voudrait revenir travailler à la ferme ?"



"La diversification des cultures, ça paraît difficile, faudrait accompagner les agriculteurs, les aider à financer."

Points de convergence majeurs :

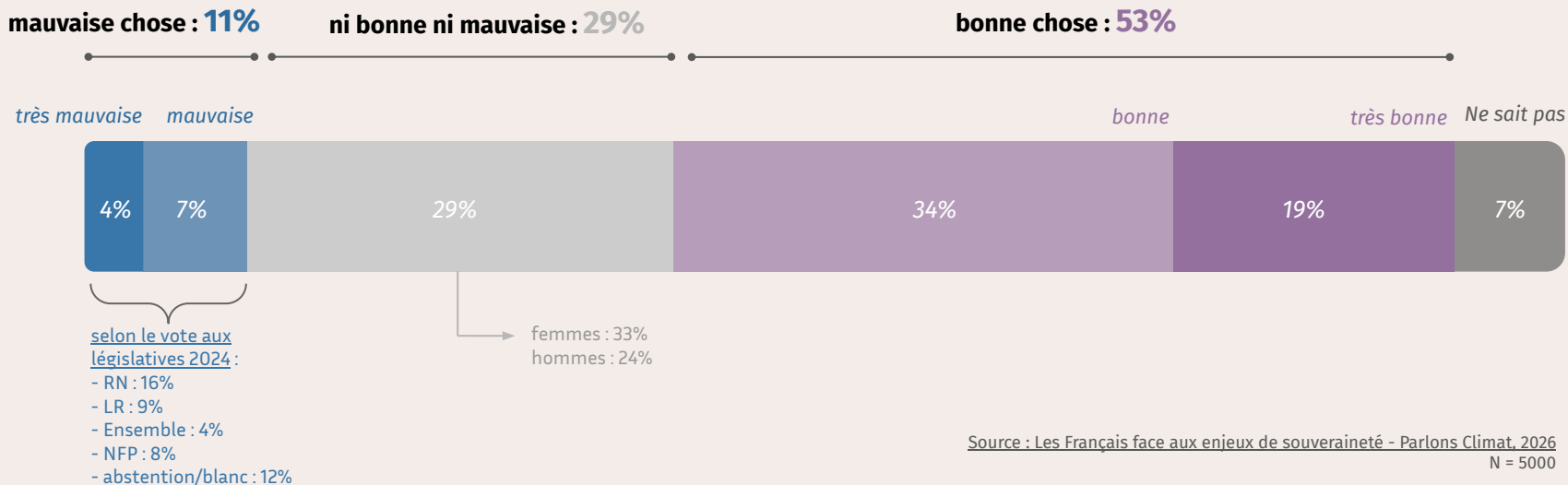
- le besoin d'harmonisation des normes avec les autres pays, qui sont perçues comme défavorables à nos agriculteurs
- plusieurs initiatives font l'objet d'un fort enthousiasme : les fermes municipales ([test narratif - p35](#)) ; "C'est qui le patron" ; la vente directe.



L'électrification tend à s'imposer...

Le développement de l'électrification rencontre peu d'opposition (et ce dans tous les électorats) avec 1 Français sur 10 en moyenne qui estime que cela serait une “mauvaise chose pour le pays”, quand 5 sur 10 indiquent qu'il s'agit d'une bonne chose. A noter, là aussi, qu'une forte proportion de citoyens (36%) ne se positionnent pas ou ne savent pas.

Q : Globalement, pensez-vous que le développement de l'électrification serait une bonne ou une mauvaise chose pour la France ?





L'électrification tend à s'imposer... non sans réserves

Dans un contexte de dépendance tangible (hausse du prix de l'essence avec la guerre au Moyen-Orient et reconnaissance que la France ne produit ni pétrole, ni gaz), **l'électrification semble s'imposer comme la principale solution.**



"c'est une bonne chose. Par exemple les éoliennes à Saint-Nazaire, c'est moins joli, mais ça alimente 600.000 personnes en électricité."



"la voiture électrique, c'est une des solutions, c'est pas parfait, mais on va devoir y aller."



"c'est une bonne solution, même si c'est pas parfait, notamment avec les batteries à recycler"



"on n'aura pas le choix que de s'y mettre."



"ça me fait peur le tout électrique, c'est une solution trop radicale, quelle est la solution de secours ?"

Elle fait l'objet d'une acceptation tacite, sur le registre du "on n'a pas le choix", supposément car portée par le gouvernement ces derniers mois.

Cette acceptation tacite ne lève cependant pas les inquiétudes sur la mise en œuvre de celle-ci, notamment sur 3 aspects principaux :

- l'accessibilité financière sur fond de justice sociale
- l'indépendance partielle du fait de ne pas produire les équipements (panneaux solaires, voitures électriques, batteries).
- le risque de dépendance à une seule énergie

Globalement en termes de production, **les citoyens indiquent plébisciter un mix énergétique**, avec toutefois plus de soutien au nucléaire chez les Identitaires et aux énergies renouvelables chez les Militants Désabusés.

La voiture électrique fait moins l'objet d'un rejet automatique que de craintes sur les conditions de sa généralisation et sa pérennité. Les citoyens semblent accepter qu'elle soit une solution malgré ses imperfections.

Signal faible : plusieurs participants ont mentionné que la France avait dans ses sous-sols du gaz de schiste et du pétrole (en Guyane), mettant en tension / concurrence les enjeux de souveraineté et les enjeux environnementaux.

Recommandations et réflexions en matière de communication

→ Souveraineté : un terme générique à conserver

Bien que le terme “soveraineté” soit connoté politiquement, il est aussi et surtout, un terme générique pour parler d'un enjeu de société jugé unanimement important : la réduction stratégique de nos dépendances. Dans le détail, invoquer “la recherche d'autonomie” et/ou “la réduction de dépendances” semble particulièrement à même d'emporter l'adhésion.

→ Souveraineté : un mot valise à préciser

Reste à expliquer de quelles dépendances il s'agit et à définir ce que l'on peut et veut réellement maîtriser. La souveraineté ne signifie pas nécessairement tout produire soi-même et les enjeux sont différents pour chaque domaine (agriculture, énergie, santé, défense).

→ Souveraineté : pas de grand récit à l'horizon

La possibilité de construire un grand récit unique sur la souveraineté dans l'optique d'en faire un projet de société fédérateur semble peu cohérent à l'épreuve des faits. Les Français sont lucides sur l'ampleur et les difficultés des changements à opérer. Il semble donc plus opportun d'avoir une communication sélective, avec des priorités assumées et justifiées, plutôt qu'une promesse globale de souveraineté.

→ Souveraineté : l'environnement comme un actif stratégique

L'environnement peut entrer en collision avec les impératifs stratégiques de souveraineté. Plutôt que de les opposer, indiquer que la souveraineté fixe le cap, l'environnement fixe certaines conditions de réalisation. De plus, l'environnement est lui-même un actif stratégique de production (sol, eau..) qu'il faut préserver durablement.

→ Souveraineté : des arbitrages à assumer

La souveraineté implique un certain nombre d'arbitrages et de renoncements dont les Français sont conscients. Visibiliser et reconnaître ces tensions (ex : *importer des produits accessibles ou produire plus cher mais en France*) permettrait d'apaiser les critiques, de donner à voir la réflexion et non uniquement la solution et, en cela, de reconstruire de la confiance et de l'écoute.

→ Souveraineté : donner les moyens aux Français de se positionner

Sur plusieurs questions (électrification, autonomie agricole), un tiers des Français ne se positionnent pas ou ne savent pas. Au-delà d'un enjeu d'informer, il y a également un enjeu d'aider à s'y retrouver, à arbitrer.

Derrière la souveraineté, un enjeu démocratique

Les Français souhaitent prendre part aux grandes décisions, d'une part, et font peu confiance aux responsables politiques d'autre part. Et ceci explique une partie du rejet et des critiques.

Les citoyens réclament aujourd'hui des preuves de confiance et d'intégrité pour aller plus loin dans la transformation de la société.
(cf. note [L'âge des preuves](#)) →

La transition écologique à l'âge des preuves

De la nécessité à la crédibilité

Septembre 2020

**Parlons
Climat**

Annexes

réactions aux messages testés

Maison autonome, mesures d'électrification, mine de lithium, ferme municipale, dépendance aux engrais... nous avons testé 10 messages relatifs à la souveraineté en matière d'énergie et d'agriculture auprès de nos 4 groupes de discussions.

Voici une grille de lecture pour en apprécier la réception :



CONSENSUEL

globalement accepté



DISCUTABLE

soulève beaucoup d'interrogations



REFUSÉ

globalement non accepté / compris



CLIVANT

fait l'objet d'une réception très différente parmi les participants

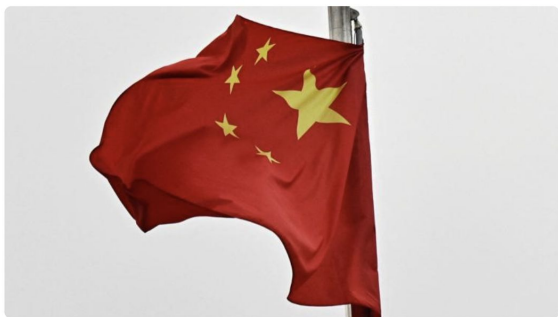
Suspension des exportations de carburant par la Chine.

Une décision comprise et perçue comme légitime, sur fond d'inquiétude pour les pays moins autonomes.

La Chine suspend les exportations de carburant pour protéger son marché intérieur face aux tensions au Moyen-Orient

Par Europe 1 avec AFP
Publié le 05/03/2026 à 12:48 - Mis à jour le 14/04/2026 à 09:45

 Ajouter à mes favoris Google



[Pedro Pardo / AFP]

Article Suggestions

Face au blocage du détroit d'Ormuz et aux risques sur l'approvisionnement en pétrole, Pékin a demandé à ses principaux raffineurs de suspendre temporairement leurs exportations d'essence et de gazole pour privilégier la consommation intérieure.



La décision de la Chine est perçue comme légitime dans la mesure où elle vise en premier lieu à protéger ses citoyens. Les participants expriment une inquiétude pour les pays importateurs et font la distinction avec une posture offensive qui viserait à priver ou à faire pression sur d'autres pays, et qui serait jugée non légitime.

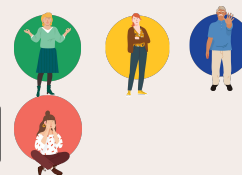
- "C'est une forme de protectionnisme, un choix stratégique, ils ont ce choix-là."
- "On peut les comprendre, mais la question c'est qu'est-ce qu'on peut faire nous ?"
- "Elle (la Chine) a raison de le faire, elle est autosuffisante, c'est logique."
- "Ils ont raison de faire ça, ils en ont besoin"
- "Je comprends mais c'est dangereux si tout le monde fait ça, ça va faire des guerres civiles"
- "On comprend, mais ça va être un problème pour ceux qui importent".
- "S'il y a un intérêt derrière à le garder, c'est ok, mais pas pour faire du chantage."

Création d'une maison individuelle autonome et "hors système".

Unanimement perçue comme une alternative "de privilégiés". Les Militants désabusés saluent tout de même "un bon mode de vie" ; d'autres une "idéologie écolo".



[Reportage France 3](#)

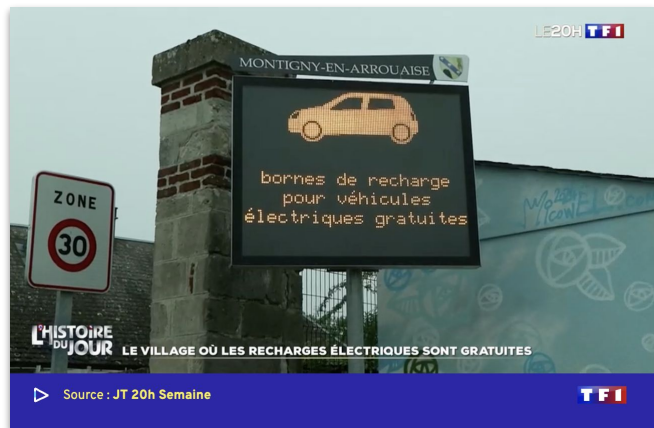


Tous les groupes ont relevé en premier lieu le manque de **réplicabilité** de cet exemple, au regard de ceux vivant en appartement, positionnant cette alternative comme "un luxe". On note une tension sur le caractère "**écolo**" perçu de cette maison, les Militants Désabusés globalement plus en phase avec ce mode de vie, les autres beaucoup plus critiques. On note par ailleurs une tension sur l'**appropriation des ressources naturelles**. S'affranchir du système mais en utilisant des ressources collectives "gratuites", pose la question de l'autonomie individuelle vs. collective.

- "En collectif c'est quand même plus compliqué, par exemple en HLM on n'a pas la main"
- "C'est un peu extrême mais ça devrait inspirer les constructeurs d'immeubles"
- "C'est joli mais ça fait pas avancer les choses. Tout le monde ne peut pas avoir ce type de maison."
- "C'est une idéologie de l'écologie et de l'autonomie de souhaiter disposer de ressources gratuites"
- "Des bobos autosuffisants..."
- "ça pose la question des moyens, des privilégiés, mais c'est chouette de le faire"

Installation de panneaux solaires dans un village pour recharger gratuitement les voitures électriques.

La production d'électricité locale fait l'unanimité ; son utilisation pour les VE, moins, perçue comme inégalitaire.



[Reportage TF1](#)



DISCUTABLE



L'installation de panneaux solaires par la mairie est bien reçue, et plutôt perçue comme "une bonne initiative". En revanche, les citoyens indiquent que cela serait "plus juste" que l'électricité profite à tous les foyers du village, en alimentant les habitations plutôt que les voitures électriques, y compris celles des habitants alentours gratuitement. A noter que les Militants Désabusés se montrent plus favorables à l'initiative (et à la voiture électrique).

- "Excellent, c'est économique...par contre, la VE c'est pas accessible à tout le monde."
- "Pourquoi ne pas favoriser l'électricité par le chauffage pour les habitants, ça serait plus équitable."
- "C'est bien mais ça crée des inégalités, la VE c'est pas pour tout le monde".
- "Une aide serait plus juste, ça profiterait à tout le monde"
- "C'est une bonne idée, même si ça me convaincrerait pas d'acheter une VE... car je roule beaucoup"
- "C'est une bonne solution même si elle n'est pas parfaite, avec les batteries à recycler"

Ouverture d'une mine de lithium dans l'Allier.

Un débat non tranché où les conditions d'exploitation et les arbitrages sont au coeur.
Une tension palpable entre privilégier la souveraineté ou l'environnement.



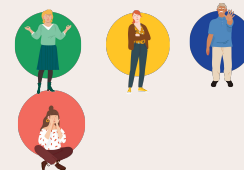
[Reportage France info](#)



DISCUTABLE



CLIVANT

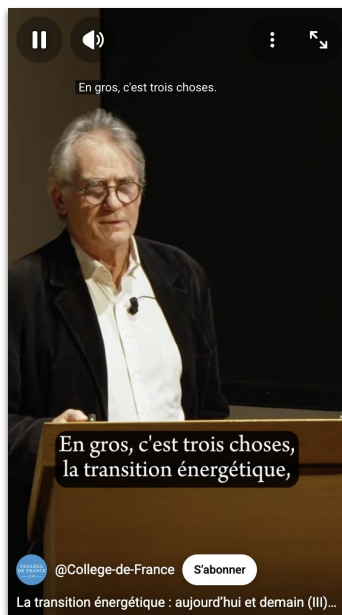


Les citoyens mettent en balance les nombreux enjeux derrière cette mine de lithium (économique, stratégique, énergétique, social, environnemental) **partant du principe que le pays en a besoin.** L'adhésion semble conditionnelle, à la prise en compte de nombreux paramètres, dont l'impact environnemental. Chez les Militants Désabusés, le sujet est moins discuté, l'environnement semble primer sur le reste et la solution réside dans la sobriété / la décroissance, la réduction du besoin en lithium.

- "On a un meilleur contrôle des règles et des processus. Et on évite d'aller polluer ailleurs."
- "C'est pour nous ou pour les revendre ? On sait produire les batteries derrière ?"
- "On n'a rien sans rien, ça crée de la pollution mais aussi de l'emploi. Quel prix on est prêt à payer ?"
- "Je suis mitigée, il y a une limite à la souveraineté...à quel prix ?"
- "Il faut se poser la question des besoins et usages. A-t'on vraiment besoin d'autant de lithium ?"
- "ça vaut pas le coup vu les impacts. 1000 ou 10 000 emplois, ça vaut pas."

Proposition du triptyque : réduire, électrifier les usages, produire + d' électricité.

Un bouquet de solutions globalement accepté, entre obligation et résignation.



[Vidéo du Collège de France](#)



CONSENSUEL



DISCUTABLE



Une prise de parole globalement bien reçue par les participants. Quelques critiques émergent chez les Identitaires et les Laissés pour compte sur le fait de miser exclusivement sur l'électricité. **Ici la sobriété, présentée comme l'un des leviers du développement de l'électricité, semble mieux acceptée.** L'émetteur, chimiste et professeur au Collège de France et l'effet "bouquet de solutions" ont pu influencer sur la réception positive du discours.

- "On est d'accord, mais faut tout recharger...le tout électrique, moins d'accord."
- "On n'aura pas le choix que de s'y mettre."
- "On consomme trop, par exemple les logements mal isolés, et produire plus, oui évidemment."
- "Il était temps."
- "J'ai suivi les prescriptions du gouvernement en 2022 et j'ai gagné 20% sur ma conso... la fin de l'abondance c'était super."
- "Par exemple les éoliennes à Saint-Nazaire, c'est moins joli, mais ça alimente 600.000 personnes"

Test de co-bénéfices de l'électrification : pouvoir d'achat et écologie.

Le gain de pouvoir d'achat n'est pas perçu comme allant nécessairement de pair avec électrification ; la dimension écologique ouvre un vaste débat.

"Dans un pays qui n'a pas de réserves d'hydrocarbures, l'électrification rime avec souveraineté énergétique, pouvoir d'achat et écologie."



DISCUTABLE



REFUSÉ



Tous les groupes ont exprimé que l'électrification ne rimait pas forcément avec pouvoir d'achat, eu égard au coût d'acquisition des équipements, avec la perception en filigrane que la souveraineté pourrait coûter cher. Sur l'écologie, c'est l'ambivalence qui prévaut, entre des impacts négatifs et positifs (sur le nucléaire, la VE, les panneaux électriques) qui sont mis en tension. **La phrase testée, courte, sans explications et affirmative, tend à susciter le rejet.**

- "Le pouvoir d'achat, c'est la vie qui augmente, il y a d'autres solutions, comme les salaires, c'est une formule toute faite."
- "Une VE coûte cher donc c'est pas vrai"
- "La souveraineté, ça va nous coûter cher !"
- "C'est pas écologique parce que ça vient de loin...."
- "...oui, mais on pollue moins en roulant"
- "C'est écologique parce que le nucléaire, ça émet pas de CO2..."
- "...oui, mais le nucléaire c'est pas écologique !"
- "On pollue quand même à la fabrication".

Création d'une ferme municipale en régie sur l'île d'Yeu.

Un fort enthousiasme autour de cette initiative qui coche plusieurs cases. Quelques réserves sur la capacité à développer l'autonomie du pays via des petites fermes.



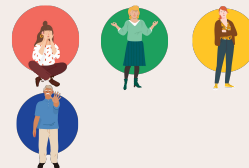
[Reportage France 3 - Bretagne](#)



CONSENSUEL



CLIVANT



Cette initiative locale est largement perçue “comme une bonne idée” et “inspirante”. Plusieurs citoyens tempèrent en indiquant que ce modèle ne pourrait pas fonctionner sur des territoires plus densément peuplés. Les Identitaires, pour qui une grande exploitation est plus robuste économiquement qu'une petite, sont plus critiques sur ce point.

- “Très très bonne idée, c'est l'évidence même, on devrait en créer partout.”
- “C'est intéressant, il n'y a pas de transport, et l'agriculteur est sûr de vendre ses produits.”
- “C'est juste sur toute la ligne, pour les bénéficiaires et l'agriculteur.”
- “C'est un bon exemple, ça transmet des valeurs aux enfants et avec des produits phyto limités.”
- “C'est super, mais il ne peut pas tout produire, ou alors il faut restreindre ce qu'on consomme.”
- “C'est bien pour le village, mais c'est pas ça qui va nourrir 68 millions de Français.”

Vision exportatrice de l'agriculture.

Ni grande fierté, ni ennemie de l'agriculture, l'exportation échappe à l'opposition entre deux modèles et se justifie principalement par des produits accessibles.



Cadrage A : "La France nourrit le monde : nos agriculteurs exportent dans 180 pays."

Cadrage B : "La France exporte 43 % de ses terres agricoles à l'étranger pendant que 8 millions de Français sont en précarité alimentaire."



DISCUTABLE



CLIVANT



Il a été particulièrement difficile pour les participants de prendre parti entre exporter ou se nourrir. Evoquant tour à tour les points positifs et négatifs, cela semble relever du dilemme. Notons en toile de fond une vision plus critique de l'exportation chez les Militants Désabusés et les Stabilisateurs ; une vision plus positive, portée par la nécessité économique d'exporter, chez les Identitaires et Laissés pour compte. **Les messages testés, jouant sur les oppositions, ont tendance à générer du rejet.**

- "Est-ce que ce que l'on exporte, c'est ce qu'on retire de la bouche des Français ? Pas sûr. La précarité alimentaire, c'est le pouvoir d'achat, pas l'export."
- "C'est pas binaire. C'est le système agro-industriel qu'il faut réinterroger."
- "C'est débile, on peut faire les deux. Nous nourrir avant et exporter le surplus."
- "Faut voir ce que l'on exporte, exporter c'est pas forcément une mauvaise chose."
- "Mais faut se demander pourquoi on a fait ça. Pour avoir des prix plus bas."
- "Le choix est cornélien, je ne comprends pas vraiment le choix."

Révision de la répartition des surfaces agricoles : moins de blé, plus de végétal.

Une proposition qui se heurte à des doutes quant à sa faisabilité et son financement, sur fond d'empathie pour les agriculteurs.



Aurélien Catallo : "Augmenter le rendement agricole se fait au détriment de la biodiversité et des ressources naturelles"

Publié le lundi 8 décembre 2025 à 06:21



Écouter

6 min restantes



[Interview France Inter](#) - (1'26 - 2')



DISCUTABLE



REFUSÉ



Dans tous les groupes, la discussion s'est portée sur la faisabilité, les coûts supportés par les agriculteurs, mais aussi la hausse des prix pour le consommateur que représenterait le passage de terres aujourd'hui occupées par du blé, à des productions de fruits et légumes. En creux, on note une difficulté à croire et concevoir un changement d'ampleur.

- "C'est sûrement trop de prise de risque pour les agriculteurs. Enlever les contrats vers l'exportation, on peut pas s'en passer"
- "On pourrait... faudrait changer les habitudes, mais c'est une question de coût."
- "Oui, remplacer le blé par du maraîchage ça serait bien. Après ça veut dire plus de main d'oeuvre, donc ça augmente le prix des produits... c'est complexe"
- "Passer de la monoculture à la multiculture, ça serait bien. Mais les agriculteurs ont beaucoup investi, dans les machines...y'aurait besoin d'un énorme accompagnement"
- "Dans le nord, on fait pousser des patates, mais on peut pas faire pousser des fruits."
- "C'est plein de généralités, c'est une phrase de politique."

Réduction des dépendances aux engrais et agroécologie.

Des citoyens séduits par l'idée d'avoir un système agricole "plus autonome" mais qui soulève des interrogations sur la mise en oeuvre d'un nouveau modèle.



[Reel Instagram Pierre Girard](#)



On note une connaissance hétérogène des sujets, le lien entre le Détroit d'Ormuz, les engrais et l'agriculture n'est pas toujours évident ; les méthodes de production sans engrais également. **Bien que plutôt perçue positivement, les citoyens émettent un doute sur la capacité de l'agroécologie à répondre à l'ensemble des problématiques agricoles.** La question de la faisabilité et celle du prix final pour le consommateur restent des points d'achoppement.

- "J'aime beaucoup l'idée que la souveraineté, c'est être plus autonome"
- "L'agroécologie c'est magnifique, c'est revenir 70 ans en arrière avec plein de petites fermes. Entre temps, on a changé nos habitudes et on est plus nombreux, ça ferait beaucoup beaucoup de travail."
- "C'est tout un modèle à revoir. C'est plus produire 3 patates, certains sont ingénieurs"
- "L'agroécologie, je connais pas. Est-ce suffisant pour produire sans engrais ? Pas sûr. "
- "L'écologie peut être la solution..."
- "...c'est compliqué, c'est aussi une question d'accessibilité. Plus de producteurs, ça veut dire aussi augmentation des prix des produits.



Parlons Climat est une association spécialisée dans l'analyse de l'opinion publique sur les enjeux environnementaux et climatiques. Depuis 2022, elle oeuvre à étudier et documenter le rapport complexe qu'entretiennent les Français avec la transition écologique et à mettre en lumière les ressorts de la mobilisation, comme des crispations. Ses travaux visent principalement à nourrir et éclairer les stratégies des acteurs de la transition ainsi qu'à penser le rôle et l'évolution de la communication stratégique sur ces sujets.

DÉCOUVRIR NOS TRAVAUX SUR :
www.parlonsclimat.org

Envie d'échanger sur cette étude ?



Contactez Amélie Deloffre
Co-fondatrice de Parlons Climat
amelie@parlonsclimat.org